



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination, du Pilotage,
de l'Appui Territorial et de
l'Environnement**

Arrêté n°2025-DCPATE-67

**fixant des prescriptions complémentaires à la société Piveteau Bois,
pour les installations qu'elle exploite au lieu-dit La Gauvrie, à Sainte-Florence
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,**

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-1 à L.181-32, L.515-30, R.181-45 et R.181-46 ;

Vu l'arrêté n°2023-DCL-BENV-682 du 23 mars 2023 autorisant la société Piveteau Bois à poursuivre l'exploitation d'une scierie, au lieu-dit La Gauvrie, à Sainte-Florence ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2013 relatif aux installations soumises à enregistrement au titre de la rubrique 1532 ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 septembre 2014 relatif aux installations soumises à enregistrement au titre de la rubrique 2410 ;

Vu le dossier de porter à connaissance de modifications, daté du 1^{er} août 2023 et complété en dernier lieu le 18 novembre 2024, déposé par la société Piveteau Bois, pour son site localisé au lieu-dit La Gauvrie à Sainte-Florence, et relatif notamment à l'augmentation des stockages de bois, à la modification des bâtiments de stockage de la biomasse combustible et des combustibles solides de récupération, à l'ajout d'une nouvelle ligne de broyage BR5, à l'ajout d'un broyeur mobile, à l'ajout d'un séchoir à bois en G11, à l'ajout d'un nouveau dispositif de captation et de filtration des poussières en G2, associé à un dispositif de recyclage de l'air filtré, à l'extension du sprinklage à de nouveaux bâtiments, à la suppression de l'autoclave de préservation du bois et à la mise en place d'ombrières photovoltaïques ;

Vu l'arrêté n°2023-DCPATE-371 du 4 septembre 2023 dispensant le projet d'évaluation environnementale ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 24 décembre 2024 ;

Vu le courrier adressé le 9 janvier 2025 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

Considérant que le projet ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique en application du II de l'article R.122-2 ;

Considérant que le projet n'est pas soumis à la réalisation d'une étude d'impact suite à la procédure de cas par cas réalisée en application de l'article R.122-2 ;

Considérant que le projet n'est pas de nature à entraîner des dangers significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, au vu des conclusions de la mise à jour de l'étude de dangers et notamment de l'extension du sprinklage et du confinement, à l'intérieur des limites du site, des flux thermiques en cas d'incendie ;

Considérant que le projet n'est pas de nature à entraîner des inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, compte tenu de l'absence attendue d'émissions de poussières au niveau de la nouvelle ligne de broyage G15 au vu de la granulométrie et de l'humidité des connexes broyés, de l'amélioration de la captation des poussières dans le bâtiment G2 et des mesures de surveillance et de sécurité prévues concernant le recyclage de l'air filtré ;

Considérant que les ombrières photovoltaïques ne présentent aucun impact notable pour les installations classées autorisées du site ;

Considérant que l'état des sols au droit de l'ancien autoclave de préservation du bois ne présente pas de pollution particulière et qu'aucune mesure de gestion n'est nécessaire ;

Considérant que l'augmentation de la hauteur des bâtiments abritant les stockages de biomasse combustible et de combustible solides de récupération n'est pas jugée susceptible de modifier la perception générale du site, qui comprend déjà des bâtiments de plus grande hauteur et que, par conséquent, il n'est pas nécessaire de renforcer les mesures d'intégration paysagère imposées à l'article 6.4 de l'arrêté d'autorisation du 23 mars 2023 susvisé ;

Considérant que la demande d'aménagement à l'article 25.I de l'arrêté du 11 septembre 2013 susvisé, concernant le stockage de biomasse combustible G19-O.1, n'entraîne pas de risque supplémentaire, au vu des conclusions de la mise à jour de l'étude de dangers ;

Considérant que la demande d'aménagement aux articles 41 et 43 de l'arrêté du 2 septembre 2014 susvisé, concernant le recyclage des effluents traités et l'absence de cheminée, n'entraîne pas d'inconvénient supplémentaire, compte tenu de l'efficacité du filtre et des mesures prévues de surveillance et de sécurité prévues ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas, de ce fait, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du Code de l'environnement ;

Considérant qu'aux termes de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, des arrêtés complémentaires peuvent imposer les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 rend nécessaire ou atténuer les prescriptions initiales dont le maintien en l'état n'est plus justifié ;

Considérant l'absence d'observation sur le projet d'arrêté ;

Arrête

Article 1.

Le tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté du 23 mars 2023 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Grandeur caractéristique	Régime*
1450-1	Solides inflammables (stockage ou emploi de). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t	Stockage de charbon actif	50 t	A

3700	Préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques, avec une capacité de production supérieure à 75 m³/j, autre que le seul traitement contre la coloration	Bac G6 : 360 m³/j Bac G7 : 500 m³/j	860 m³/j	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux [...]. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	Broyeurs G15 de déchets de bois	260 t/j	A
2971-1	Installation de production de chaleur ou d'électricité à partir de déchets non dangereux préparés sous forme de combustibles solides de récupération dans une installation prévue à cet effet, associés ou non à un autre combustible. 1. Installations intégrées dans un procédé industriel de fabrication	Une chaudière G18 de 19,9 MW, à cogénération, alimentée par des CSR	Sans seuil	A
3520-a	Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets : a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure	Une chaudière G18 de 19,9 MW, à cogénération, alimentée par des CSR	6 t/h	A
1532-2-a	Bois ou matériaux combustibles analogues [...] 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur à 20 000 m³	Planches, pellets, billons, connexes, copeaux, écorces, bois SSD, déchets de bois et bois de trituration	182 592 m³	E
2260-1-a	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage, décortication [...] des substances végétales et de tous produits organiques naturels, [...] 1. Pour les activités relevant du travail mécanique, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : a) Supérieure à 500 kW	Usine de granulation G20/G21/G23 : 5 120 kW Atelier de broyage PHT : 355 kW Ligne BR5 : 710 kW Broyeur mobile : 430 kW	6 615 kW	E
2410-1	Ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues [...] La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 250 kW	Atelier scierie gros bois G2/G3 : 3 474 kW Atelier rabotage G4/G5 : 1 325 kW Atelier écorçage/coupe billons G50/G52 : 2 000 kW	6 799 kW	E
1531	Stockages, par voie humide (immersion ou aspersion), de bois non traité chimiquement, la quantité stockée étant supérieure à 1 000 m³	Plate-forme d'arrosage	15 000 m³	D

2910-A-2	Combustion [...] A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, [...] de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L.541-4-3 du code de l'environnement, [...], si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Chaudière G20, à cogénération, alimentée par de la biomasse	17,4 MW	DC
2910-A-2	Combustion [...] A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, [...], si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Chaudière G12, alimentée par du gaz naturel	6,6 MW	DC
2921-2	[...] Récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) : 2. Installations de récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère	Condenseur de fumées de la chaudière G20	Sans seuil	DC
4510-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	Produits purs de préservation du bois : 31,2 t Solution ammoniacale : 40 t	71,2 t	DC
1435-2	Stations-service [...] Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 2. Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³	Station-service interne, délivrant du gazole	1 320 m³/an	DC
4719-2	Acétylène (numéro CAS 74-86-2). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 250 kg mais inférieure à 1 t		420 kg	D

Article 2.

Les dispositions de l'article 1.2.4 de l'arrêté du 23 mars 2023 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« La société Piveteau Bois a pour activité principale, sur le site de La Gauvrie, la première transformation du bois. Pour cela, le site dispose des principaux équipements suivants :

- des stockages de bois, notamment de billons, de planches, de pellets et de connexes humides ;
- des ateliers de travail du bois (écorçage, sciage, rabotage, etc.), dans les bâtiments G2/G3, G4/G5, G50 et G52, ainsi que les encours de production ;
- une usine de granulation, principalement à partir des sciures générées sur site, dans les bâtiments G20 (partiel), G21 et G23, et les encours de production ;

- des installations de broyage de connexes (bâtiment PHT, ligne BR5 et broyeur mobile en P.09) ;
- deux bacs de préservation du bois G6 (ex G5 jaune) et G7 (ex G5 anti-bleu), contenant un mélange de préservation ne se limitant pas à un simple traitement contre la coloration, associés à des stockages de produits de traitements purs ;
- une installation G15 de broyage de déchets de bois importés, et ses stockages associés de déchets (M1, M2, M3, N1, N-G15-3, remorque), pour un total de 7 215 m³ ;
- une chaudière G20 alimentée par de la biomasse ;
- une chaudière G18 alimentée par des combustibles solides de récupération (CSR), et son stockage associé (T – bâtiment G19) de 3 565 m³ ;
- une chaudière G12 alimentée par du gaz naturel ;
- des séchoirs de bois G10, G11, G22 et G24, utilisant la chaleur produite par les chaudières, et leurs encours de production (bois en cours de séchage). »

Article 3.

Dans l'article 1.2.5 de l'arrêté du 23 mars 2023 susvisé, les mots « l'autoclave G8, » sont supprimés.

Article 4.

Les dispositions de l'article 1.4 de l'arrêté du 23 mars 2023 susvisé sont abrogées.

Article 5.

Le tableau de l'article 1.6.2 de l'arrêté du 23 mars 2023 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Arrêté ministériel susvisé	Modalités particulières d'application des dispositions de l'arrêté ministériel
1532	11/09/2013	<p>Les dispositions sont applicables aux silos S1, S8, S9, S10, S11 et S12, selon les modalités de l'annexe III de cet arrêté ministériel.</p> <p>L'exploitant n'est pas tenu de respecter la distance de 150 m entre les appareils (poteaux/bouches d'incendie), imposée par le I de l'article 14.</p> <p>En ce qui concerne les silos S6 et S7, l'exploitant n'est pas tenu de respecter la distance minimale d'éloignement imposée au III de l'article 25.</p> <p>Par aménagement à l'article 37, l'exploitant n'est pas tenu de couvrir le convoyeur en sortie de G50.</p> <p>Pour le stockage de biomasse combustible G19-O.1, l'exploitant n'est pas tenu de respecter la surface maximale et la hauteur maximale définies dans l'article 25.I.</p>
2260	22/10/2018	<p>Les dispositions sont applicables aux installations de granulation (G20/G21/G23) et à l'installation PHT, selon les modalités de l'annexe I de cet arrêté ministériel (dispositions applicables aux installations existantes).</p>

2410	02/09/2014	<p>Les dispositions de l'article 11 ne sont pas applicables aux installations de travail du bois (ateliers G2/G3, G4/G5, G52 et G52).</p> <p>En ce qui concerne les ateliers G2/G3, G50 et G52, l'exploitant n'est pas tenu de respecter les dispositions du second et du quatrième alinéa de l'article 13. En ce qui concerne les ateliers G4/G5, l'exploitant n'est pas tenu de respecter les dispositions de l'article 13.</p> <p>L'exploitant n'est pas tenu de respecter la distance de 150 m entre les appareils (poteaux/bouches d'incendie), imposée par le I de l'article 14.</p> <p>En ce qui concerne les cheminées F et G, l'exploitant n'est pas tenu de respecter la hauteur minimale définie à l'article 43.</p> <p>En ce qui concerne le dispositif de captation des poussières de partie ouest du bâtiment G2 (associé au point de rejet J identifié à l'article 3.3), l'exploitant n'est pas tenu de respecter les dispositions de l'article 41.</p> <p>En ce qui concerne l'exutoire de rejet J, identifié à l'article 3.3, l'exploitant n'est pas tenu de respecter la hauteur de rejet fixée à l'article 43.</p>
------	------------	---

Article 6.

Dans le troisième alinéa de l'article 3.2 de l'arrêté du 23 mars 2023 susvisé, les mots « *Le fonctionnement du broyeur primaire G15 est interdit* » sont remplacés par les mots « *Le fonctionnement du broyeur primaire G15 et du broyeur mobile en zone P.09 est interdit* ».

Article 7.

Le tableau de l'article 3.3 de l'arrêté du 23 mars 2023 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

Installation associée	Numéro d'exutoire	Traitement	Débit nominal (Nm³/h)	Hauteur du point de rejet (en m par rapport au sol)
Granulation G20/G21	A	Cyclofiltre	22 000	10
Granulation G20/G21	B	Cyclofiltre	22 000	10
Granulation G20/G21	C	Cyclone	60 000	10
Granulation G20/G21	D	Cyclofiltre	4 500	10
Granulation G20/G21	E1	Cyclone	11 000	10
Granulation G20/G21	E2	Cyclone	11 000	10
G3 trieur n°1 (2410)	F	Cyclone	9 000	7
G3 trieur n°2 (2410)	G	Cyclone	9 000	5
G4/G5 Raboterie	H	Cyclofiltre	40 000	13,6
G2 sciage (2410)	I	Cyclofiltre	40 000	13,6
G2 sciage (2410)	J	Filtre à manches	120 000	4,5
Chaudière gaz G12	G12	-	6 900	15
Chaudière CSR G18	G18	Multi-cyclones + filtre à manche avec injection de réactifs + dénitrification SCR par injection de solution ammoniacale	37 000	35
Chaudière biomasse G20	G20	Multi-cyclones + électrofiltre + condenseur/laveur de gaz	49 000	35

Article 8.

L'article 3.3.1 suivant est inséré dans l'arrêté du 23 mars 2023 susvisé :

« Article 3.3.1 – Recyclage des effluents traités

En sortie du filtre à manches J, associé à certaines installations de travail du bois implantées dans le bâtiment G2, l'air filtré peut être recyclé à l'intérieur de ce bâtiment, sous réserve du respect des dispositions suivantes :

- *Une sonde de température est implantée au niveau du filtre à manches. En cas d'échauffement détecté par cette sonde, une alerte se déclenche sur l'écran de supervision et le dispositif de recyclage est automatiquement arrêté.*
- *Un dispositif adapté mesure en continu la concentration en poussières de l'air recyclé. En cas de concentration supérieure à $0,1 \text{ mg/m}^3$, le recyclage de l'air filtré dans le bâtiment est automatiquement stoppé. L'exploitant tient à jour un registre de ces événements, qu'il tient à la disposition de l'inspection des installations classées.*
- *Le bon fonctionnement du dispositif de mesure en continu des poussières contenues dans l'air recyclé est vérifié au moins tous les six mois. Les justificatifs de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.*

Lorsque l'air filtré n'est pas recyclé dans le bâtiment de production, il est rejeté à l'atmosphère en sortie du filtre à manches. »

Article 9.

Le tableau de l'article 3.4.1 de l'arrêté du 23 mars 2023 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

Exutoire	Vitesse d'éjection minimale	Paramètres	Concentration maximale (en mg/Nm^3)	Flux horaire maximal (en kg/h)
A	15 m/s	Poussières	5	0,11
B	10 m/s	Poussières	5	0,11
C	20 m/s	Poussières	5	0,3
D	15 m/s	Poussières	5	0,023
E1	10 m/s	Poussières	5	0,055
E2	11 m/s	Poussières	5	0,055
F	20 m/s	Poussières	5	0,045
G	15 m/s	Poussières	5	0,045
H	15 m/s	Poussières	5	0,2
I	15 m/s	Poussières	5	0,2
J	20 m/s	Poussières	5	0,53

Article 10.

Les dispositions du deuxième alinéa de l'article 3.5 de l'arrêté du 23 mars 2023 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Concernant les exutoires F, G, H, I et J, identifiés à l'article 3.3, l'exploitant met en œuvre le programme de surveillance défini au II de l'article 45 de l'arrêté du 2 septembre 2014 susvisé. En ce qui concerne en particulier l'exutoire J, les campagnes de mesures sont réalisées en l'absence de recyclage de l'air filtré. »

Article 11.

Les dispositions de l'article 7.4.1 de l'arrêté du 23 mars 2023 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« En complément des dispositions imposées par les arrêtés ministériels applicables, éventuellement aménagés conformément aux articles 1.6.2 et 1.6.3, l'exploitant met en œuvre les dispositions constructives détaillées dans l'étude de dangers.

Notamment, la charpente du bâtiment G18 présente une résistance au feu R30, les murs une résistance au feu EI 120 et les portes une résistance au feu EI30.

La charpente du bâtiment G19 présente une résistance au feu R30, les murs une résistance au feu EI 120 sur 12,5 m de hauteur, les portes une résistance au feu EI30.

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Article 12.

Les dispositions de l'article 7.6.1.2 de l'arrêté du 23 mars 2023 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les installations, bâtiments et stockages sont regroupées en zones, conformément à l'annexe III du présent arrêté. Une distance minimale de 10 m est maintenue entre les zones suivantes : A, B1, B2, B3, C1, C2, D/E1/E2, F, G, H, I1, I2, J, K, L, M, N, O, P et Q.

Les limites extérieures de ces zones sont matérialisées par un marquage au sol ou tout autre dispositif équivalent. »

Article 13.

L'article 7.6.1.4 suivant est inséré dans l'arrêté du 23 mars 2023 susvisé :

« Article 7.6.1.4 – Distance d'isolement entre certains stockages – effets dominos

Les stockages extérieurs respectent les distances d'isolement vis-à-vis des autres installations du site, définies dans l'étude de dangers, afin de gérer le risque d'effets dominos. Notamment, la zone N est maintenue à au moins 11 m du bâtiment G19 et à au moins de 10 m de la zone M. »

Article 14.

Les dispositions du premier alinéa de l'article 7.6.5 de l'arrêté du 23 mars 2023 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les bâtiments abritant les installations de broyage de bois, de granulation et d'ensachage des granulés sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. »

Article 15.

Les dispositions de l'article 7.7.2 de l'arrêté du 23 mars 2023 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« En complément des dispositions imposées par les arrêtés ministériels applicables, éventuellement aménagés conformément aux articles 1.6.2 et 1.6.3, l'exploitant met en œuvre les dispositifs d'extinction automatique détaillés dans l'étude de dangers.

Les bâtiments G2, G3, G50 et G52 sont munis d'un dispositif d'extinction automatique.

Au plus tard le 31 décembre 2027, les bâtiments G4/G5, G13, G21, G22, G23 et G24 sont munis d'un dispositif d'extinction automatique.

Dès leur mise en service, le bâtiment G19-O1 (abritant le stockage de CSR) et le bâtiment G18-T1 (abritant le stockage de biomasse dédié à G20), sont munis d'un dispositif d'extinction automatique.

La chaudière G18 est munie, au niveau de la goulotte d'alimentation en CSR, d'un dispositif d'extinction automatique.

La chaudière G20 est munie, au niveau de l'alimentation en biomasse, de rampes d'aspersion, dont le fonctionnement est asservi à la détection d'incendie.

L'atelier de granulation G20 est muni, en amont et en aval de la ligne d'aspiration d'air, de rampes d'aspersion, dont le fonctionnement est asservi à la détection d'incendie.

Le séchoir G22 est muni de rampes d'aspersion, dont le fonctionnement est asservi à la détection d'incendie.

Ces dispositifs sont conçus, installés et entretenus régulièrement, conformément aux référentiels reconnus. »

Article 16.

Les dispositions de l'article 7.8.3.3 de l'arrêté du 23 mars 2023 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les moyens de défense contre l'incendie (réseau interne de poteaux, réseau public de poteaux, réserves complémentaires, etc.) permettent de fournir, pendant deux heures, un débit d'eau égal à 480 m³/h.

Ce besoin peut être comblé par des poteaux d'incendie externes situés à moins de 100 m du site, des poteaux d'incendie internes, des réserves complémentaires externes situées à moins de 400 m du site (par les voies carrossables) et par des réserves complémentaires internes.

Les réserves complémentaires sont associées à une aire de pompage par tranche de 120 m³. Ces aires de pompage, le cas échéant associées à un raccord normalisé, sont stabilisées afin de permettre l'accès aux engins de secours. Elles sont maintenues dégagées en permanence.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que les moyens disponibles sont suffisants. En ce qui concerne en particulier les réseaux de poteaux d'incendie, l'exploitant est en mesure de justifier le débit pouvant être délivré en simultané par les différents ouvrages.

La principale réserve incendie du site (à l'Ouest des installations) est dissociée du dispositif de confinement des eaux d'extinction de BV1.

Dans l'attente de cette séparation, un barrage flottant est installé au niveau de la pompe d'aspiration de cette réserve, afin de prévenir le risque de dysfonctionnement lié à la présence de débris et d'eaux polluées en cas d'incendie. S'il n'est pas mis en place en permanence, cet équipement est stocké à proximité du bassin et une procédure définit les modalités de sa mise en œuvre. »

Article 17.

Les dispositions de l'article 7.9 de l'arrêté du 23 mars 2023 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, à l'exception des eaux issues du bassin-versant BV3. Ce confinement est réalisé par des dispositifs internes (sauf en cas de matières dangereuses stockées au-delà de 2 m³) ou externes aux bâtiments, et permettent de confiner les volumes suivants :

Bassin versant du site (cf annexe III)	Volume à confiner
BV1	3 849 m ³
BV2	370 m ³
BV3	Pas de confinement imposé
BV4	312 m ³

En cas de relevage des eaux polluées d'un bassin versant vers un autre, le volume du bassin recueillant ces eaux est augmenté en conséquences.

Ces dispositifs sont maintenus en bon état de fonctionnement, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. Ils sont reportés sur un plan tenu à jour. Ils sont étanches et maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les orifices d'écoulement en sortie de ces bassins sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement. Les organes de commande sont actionnables en toutes circonstances.

Les éléments justifiant du volume utile des moyens de confinement, et du bon dimensionnement des éventuels dispositifs de relevage, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Article 18.

L'annexe I de l'arrêté du 23 mars 2023 susvisé est abrogée.

L'annexe II de l'arrêté du 23 mars 2023 susvisé est remplacée par l'annexe II du présent arrêté.

L'annexe III de l'arrêté du 23 mars 2023 susvisé est remplacée par l'annexe III du présent arrêté.

Article 19. Dispositions administratives et recours

Article 19.1. Publicité et diffusion de l'arrêté

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Sainte-Florence pour pouvoir y être consulté.

Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Sainte-Florence pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Vendée pendant une durée minimale d'un mois.

Article 19.2. Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

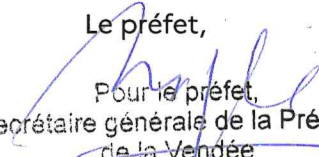
Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de

quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

Article 19.3. Pour application

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement, sont chargées chacune en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à l'inspection des installations classées.

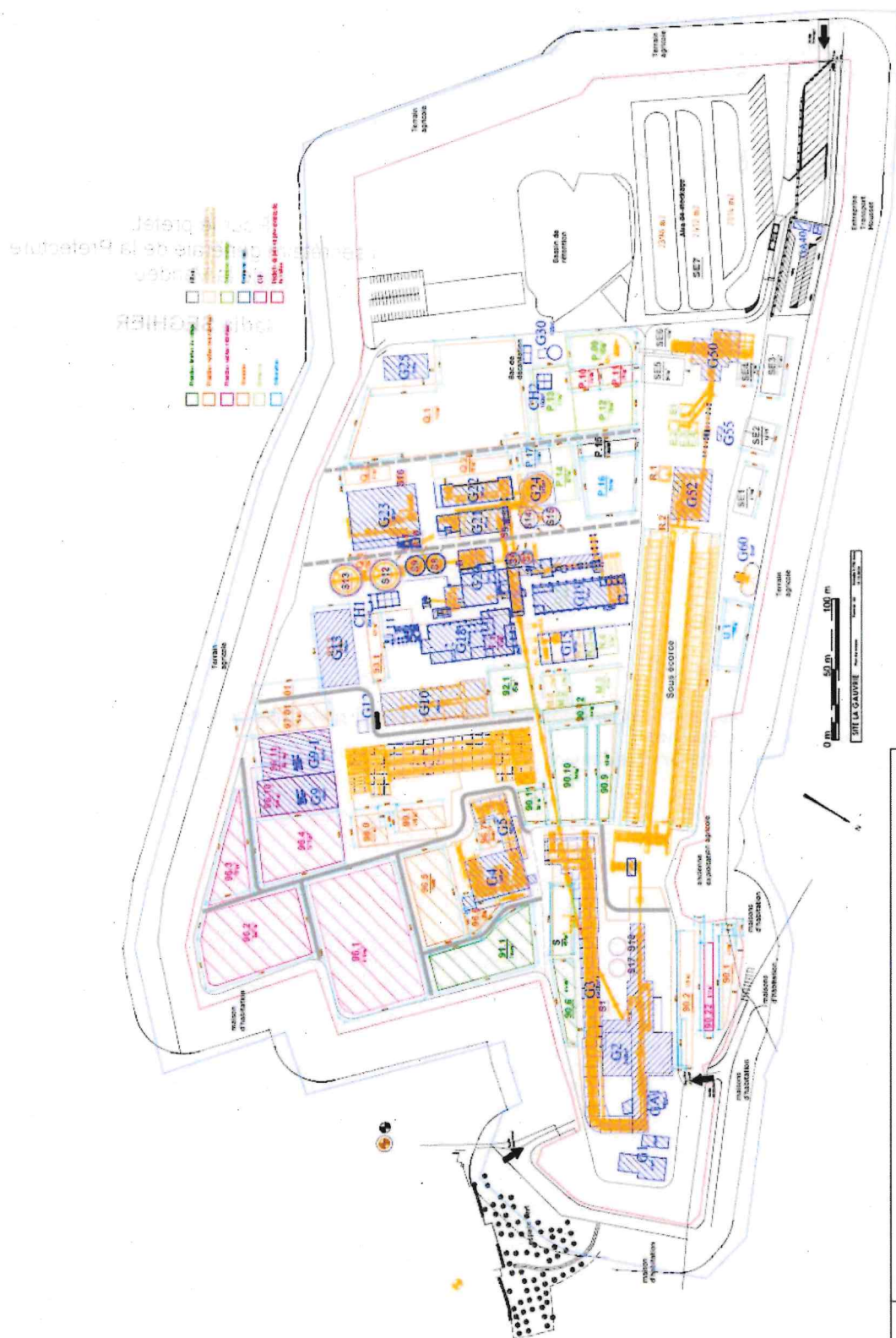
Fait à La Roche-sur-Yon, le **28 FEV. 2025**

Le préfet,

Pour le préfet,
la secrétaire générale de la Préfecture
de la Vendée

Nadia SEGHIER

Arrêté n°2025-DCPATE-67 fixant des prescriptions complémentaires à la société Piveteau Bois, pour les installations qu'elle exploite au lieu-dit La Gauvrie, à Sainte-Florence
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Page 12/13



Annexe III

